



Pour un autre partage des richesses : la mobilisation interprofessionnelle !

Les responsables de la crise veulent appliquer aux salariés français le même remède qui ne fonctionne pourtant pas en Grèce et au Portugal. Le plan Fillon pour réduire le déficit de la France est injuste, inéquitable et inacceptable. Il pénaliserait une fois de plus les salariés, contrairement aux annonces médiatiques du gouvernement sur la contribution des plus fortunés.

Il faut en finir avec la dictature des marchés financiers et les choix politiques d'austérité qui en découlent. Il n'est pas question de continuer à sacrifier les salariés, les retraités, les privés d'emploi et leurs familles pour donner des gages aux marchés et aux agences de notation.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

C'est à partir de ce diagnostic que les organisations syndicales départementales CGT, FSU, Solidaires ont décidé de faire de la mobilisation nationale interprofessionnelle du mardi 11 octobre une grande journée de

GREVE et MANIFESTATION

10h30 Place Jeanne d'Arc